Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1968)
Heft: 91

Artikel: Secteur public, secteur privé
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1008273

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

J.A. Lausanne

Domaine public 91

Les étudiants et la Révolution

Les manifestations d'étudiants sont nombreuses, diverses, internationales ou locales, politiques ou pédagogiques. Comment en parler sans préciser la longitude et la latitude, sans dire s'il s'agit pour eux d'améliorer les cours « ex cathedra », les bibliographies comparées, les méthodes actives des séminaires ou si l'enjeu est la Révolution ?
Choisissons de préférence les « révolutionnaires ». Quelques remarques brèves, thèmes de réflexion plus qu'affirmations.
Le caractère spectaculaire de certaines manifestations n'est pas le fait du seul tempérament de ceux qui descendent dans la rue. Il s'explique par la portée que la presse donne aux manifestations bruyantes. Un exemple local et non estudiantin, qui nous avait frappé au moment où nous lancions D.P. C'était au plus fort de l'immigration des travailleurs étrangers. Dans l'impossibilité de se loger, ils tombaient à la merci d'usuriers. Il y avait eu des protestations peu efficaces, jusqu'au jour où la F.O.B.B. organisa des charivaris sous les fenêtres des exploiteurs. Reportages de presse. Du coup, les autorités intervenaient avec énergie. L'action directe avait eu plus d'effet que trois motions parlementaires.
Il est clair que la leçon a été administrée et comprise partout, les étudiants en font la preuve.
Les mécanismes politiques sont lourds, il est plus simple d'organiser un chahut public et de convoquer les photographes. Les limites de l'exercice sont que l'actualité chasse l'actualité, il faut donc tenir un rythme, pratiquer une escalade. Ce n'est guère possible si la situation n'est pas révolutionnaire, et nous pensons qu'elle ne l'est pas. Toutefois, il faut constater qu'un régime est en défaut, quand il commence à créer une disproportion entre l'action par le jeu des institutions politiques et l'action directe.
Les étudiants ne constituent pas une classe au sens marxiste du terme. Et les marxisants parmi eux attendent toujours du réveil des masses la prise du pouvoir. Qu'est-ce donc qui les caractérise ? Leur disponibilité : ils ne subissent pas la contrainte d'un métier, ils ne sont pas « exploités »; leur révolte n'est donc pas le dépassement d'une condition humiliante, aliénante, au contraire, ils tirent de leur non-intégration à la vie professionnelle une liberté d'esprit qui permet la contestation. Et puis aussi, dans la mesure où les meilleurs d'entre eux prennent au sérieux la culture, ils doivent souffrir du décalage entre les vertus exaltées et les vertus incarnées. Ce n'est pas nouveau. Ce décalage fut mille fois ressenti en termes religieux ou artistiques ou littéraires. Il peut l'être en termes politiques.
Mais la disponibilité ne crée pas de conditions révolutionnaires. En revanche, elle favorise le révolutionnarisme. Pour que les manifestations d'étudiants débouchent sur une transformation de la société, il faut qu'elles soient portées par un courant populaire et comprises par la nation. Tel fut le cas (tel sera le cas) dans les pays totalitaires, quand était agité le drapeau de la liberté. 1968 à Prague comme 1848 à Paris. Mais faute d'un appui populaire, on risque de voir ailleurs l'agitation étudiante susciter dans la population, convaincue que l'université coûte très cher, des réactions d'hostilité fort dommageables. La surenchère gratuite dans la violence risque de réveiller les masses, mais en sens contraire, dans une « praxis » antiintellectuelle.
En fait le problème majeur d'aujourd'hui est celui du passage du quantitatif au qualitatif. Or ce problème les politiciens ne le dominent pas. Ils savent créer des routes, construire des écoles, organiser une assurance sociale. Ils ne savent pas définir le contenu de l'enseignement, orienter la recherche, échapper au mécanisme de la société de consommation. Les manifestations d'étudiants révèlent opportunément des problèmes qualitatifs. Mais ils ne se résolvent pas en schémas de barricades, ni à la une des journaux, ni en phraséologie révolutionnariste.

Secteur public, secteur privé

« Le Mois économique et financier » de la S.B.S. de février 1968 a publié une analyse de la mise à contribution du marché des capitaux suisses en 1967 [1]. En ne tenant pas compte des conversions d'emprunt, la ponction a été de 3665 millions. Il y a de l'argent en Suisse. Mais qui en a besoin, qui emprunte ? Deux chiffres sont à mettre en regard :
emprunts des industries : 6 millions (en 1966 : 78);
emprunts des Cantons : 542 millions (en 1966 : 98).
Comme l'investissement n'a pas été suspendu d'un coup dans l'industrie, même s'il a ralenti fortement, l'interprétation est la suivante.
Les Cantons placés devant les tâches d'équipement formidables sont acculés à l'endettement. Les industries jouissent, elles, d'une capacité d'autofinancement quasi totale ou procèdent à des augmentations de leur capital social.
Mais la disproportion est choquante : une fiscalité généreuse (même les milieux patronaux ne le contestent pas) assure l'indépendance financière des entreprises et la dépendance (par exemple devant ceux qui tiennent le marché financier) des pouvoirs publics. Politique des caisses pleines et politique des caisses vides.

[1] A relever, mystère des statistiques, que les chiffres de la S.B.S. divergent passablement de ceux du Bureau officiel de statistiques. A qui se fier ?

Le marché suisse de l'or

A plusieurs reprises, nous avons signalé que Zürich était la plaque tournante du marché de l'or. Mais tant que dura le pool de l'or, Zürich ne fut qu'un intermédiaire. Le fournisseur était Londres. Londres bénéficiait d'une séculaire expérience; d'autre part, c'est Londres que ravitaillait en or l'Afrique du Sud.

Le marché londonien a été fermé en mars. Les candidats se sont bousculés pour détourner, à leur profit, le marché de l'or. Dans cette compétition, Zürich semble avoir battu Paris. Les banques suisses, premier intermédiaire mondial, jouissaient d'un avantage certain. Zürich est devenue la première bourse de l'or en trafic direct. Mieux, l'Afrique du Sud vient d'annoncer qu'elle suspendait ses ventes au marché officiel, à 35 dollars l'once. Les contrats traditionnels avec Londres sont ainsi rompus. Zürich pourra, fort des bonnes relations que la Suisse entretient, comme on le sait, avec l'Afrique du Sud, passer accord avec Prétoria.

C'est un succès dont s'enorgueillissent les banques suisses. En fait, le marché de l'or n'est pas semblable à celui des monnaies en or. S'il se développe, en période de crise, il remet en cause la valeur des monnaies. Avons-nous intérêt à ce que notre pays soit, non plus comme intermédiaire, mais de première main, le centre de la spéculation ?

Au lieu de préparer par accord international l'abolition de tout marché privé de l'or, de couper court à toute spéculation, condition indispensable de mesure d'assainissement monétaire, les banques suisses ne songent qu'à tirer profit des circonstances.
Leur réussite est brillante, mais elle ne sert pas la nation.

Bi-mensuel romand
N° 91 18 avril 1968 Cinquième année

Rédacteur responsable : André Gavillet
Le numéro : 70 centimes
Abonnement pour 20 numéros :
Pour la Suisse : 12 francs
Pour l'étranger : 15 francs
Changement d'adresse : 50 centimes
Administration, rédaction :
Lausanne, Case Chauderon 142
Chèque postal 10 - 155 27
Imprimerie Raymond Fawer S.A., Lausanne

Aux articles de ce numéro
ont collaboré :

Jean-Claude Favez
Henri Galland
André Gavillet
Jean-Jacques Leu
Marx Lévy
Jacques Morier-Genoud

Le N° 92 sortira de presse le jeudi 2 mai 1968